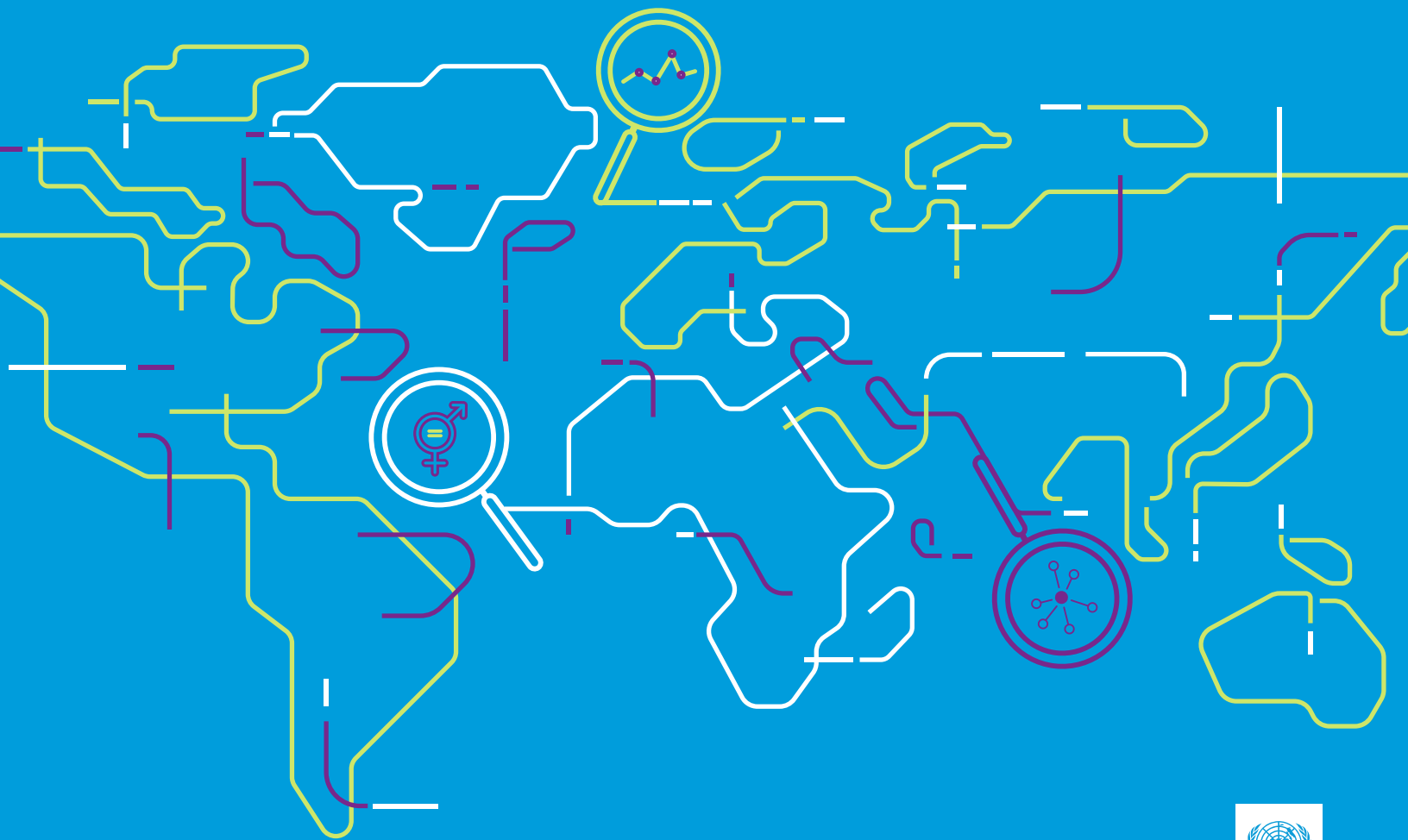


RÉPONSES GOUVERNEMENTALES AU COVID-19 :

Enseignements sur l'égalité des sexes
dans un monde en plein bouleversement

Résumé



RÉPONSES GOUVERNEMENTALES AU COVID-19 : Enseignements sur l'égalité des sexes dans un monde en plein bouleversement

Résumé

Copyright ©2022 ONU Femmes et PNUD

Tous droits réservés.

ONU Femmes est l'entité des Nations Unies qui œuvre en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Défenseuse des femmes et des filles à l'échelle mondiale, elle a été créée pour accélérer les progrès en vue de répondre à leurs besoins dans le monde entier. En savoir plus sur onufemmes.org ou suivre @ONU_Femmes.

Le PNUD est le principal organisme des Nations Unies qui lutte contre l'injustice de la pauvreté, les inégalités et le changement climatique. Travaillant avec un vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les pays à développer des solutions intégrées et durables pour les personnes et la planète. Pour en savoir plus, rendez-vous sur undp.org ou suivez-nous sur le compte @pnudfr.

Avertissement général

Les désignations employées et la présentation du matériel dans cette publication n'impliquent de la part du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ou de l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, territoire, ville ou zone ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. Les lignes sur les cartes représentent des frontières approximatives qui peuvent ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif. Les conclusions, analyses et recommandations contenues dans le présent rapport, comme dans les rapports précédents, ne représentent pas la position officielle du PNUD, d'ONU Femmes ni d'aucun des États membres de l'ONU qui font partie de leurs conseils d'administration. Elles ne sont pas non plus nécessairement agréées par celles et ceux qui sont mentionnés dans les remerciements ou cités.



SUIVI DE L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS LES RÉPONSES GOUVERNEMENTALES AU COVID-19

Depuis la déclaration de l'état de pandémie en mars 2020, le COVID-19 a fait plus de 6 millions de victimes¹, détruit d'innombrables moyens de subsistance et mis l'économie mondiale à genoux. La crise, dont la fin n'est toujours pas en vue, a pesé plus lourdement sur les femmes et les filles, ce qui se traduit par l'envolée des niveaux de violence, une perte précipitée des emplois et des charges accrues et ingérables de travail de soins non rémunéré.

Comment les gouvernements du monde entier ont-ils répondu à ces défis ? Quels types de mesures ont-ils mis en place pour atténuer les impacts négatifs de la pandémie sur les femmes et les filles ? Et, que pouvons-nous apprendre des lacunes, des blocages et des bonnes pratiques au sein des mesures d'urgence sensibles au genre pour la relance et la préparation aux crises futures ?

En vue de répondre à ces questions, ce rapport s'appuie sur la base de données du Système de suivi de la sensibilité au genre des réponses des pays en matière de riposte et de relance au COVID-19 (COVID-19 Global Gender Response Tracker) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'ONU Femmes, et sur une série d'autres sources, afin d'analyser trois principaux domaines politiques pour lesquels la pandémie exigeait des réponses : la violence faite aux femmes et aux filles, la sécurité économique des femmes et les soins non rémunérés. Il analyse également la manière dont les femmes ont été intégrées à la prise de décision dans les réponses politiques au COVID-19.

Les conclusions du rapport sont cruciales pour une évaluation rétrospective des efforts des gouvernements visant à atténuer les pires impacts de cette situation d'urgence sans précédent. Mais elles revêtent peut-être encore plus d'importance face à l'avenir, à une époque où le monde est en plein bouleversement. Alors que les perturbations induites par la pandémie commençaient à s'atténuer, la crise géopolitique déclenchée par l'invasion de l'Ukraine a contrecarré la reprise économique². Parallèlement, les crises de dégradation du climat et de l'environnement continuent de s'aggraver³. Ces crises multiples et imbriquées causent d'immenses souffrances humaines et une instabilité systémique à long terme, avec des effets particulièrement sévères sur les pays à faible revenu et sur les femmes et les filles les plus pauvres en leur sein.

Dans ce contexte il est plus urgent que jamais de veiller à ce que les réponses à la crise et les stratégies de relance et de préparation future soient sensibles au genre. Ce rapport fournit une série de recommandations concrètes pour y parvenir et pour remettre sur la bonne voie les cibles mondiales et les engagements sur l'égalité des sexes, y compris les Objectifs de développement durable (ODD).

Les réponses des gouvernements passées au crible

Ce rapport s'appuie sur un ensemble de données unique compilé par le PNUD et ONU Femmes dans le cadre de la base de données du Système de suivi de la sensibilité au genre des réponses des pays en matière de riposte et de relance au COVID-19, qui est le référentiel mondial le plus exhaustif des réponses sensibles au genre apportées par les gouvernements pour faire face à la pandémie. La base de données comprend un total de 4 968 mesures adoptées par les gouvernements de 226 pays et territoires entre mars 2020 et août 2021.

Quelque 1 605 mesures dans 196 pays et territoires ont été évaluées comme étant sensibles au genre. Un peu plus de la moitié de ces mesures se concentrent sur l'intensification de l'action pour lutter contre la violence faite aux femmes et aux filles⁴. La réponse mondiale en matière de protection sociale et d'emploi a, pour sa part, largement ignoré les droits et besoins des femmes. Les voix des femmes étaient souvent absentes de la prise de décision sur le COVID-19 et elles ne détenaient que 24 % des sièges dans les groupes de travail sur le COVID-19. Un groupe de travail sur dix ne comportait aucune femme.

La réponse liée au genre a considérablement varié selon les pays et les régions. Les trois régions comptant le plus grand nombre total de mesures sont l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui ont adopté un tiers de toutes les mesures relatives à la violence faite aux femmes et aux filles et près des deux tiers de toutes les mesures liées aux soins non rémunérés dans

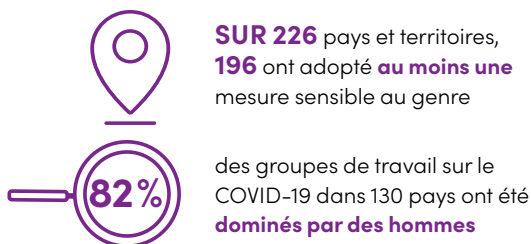
le monde. Mais d'autres régions méritent d'être reconnues : L'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré le second nombre le plus élevé de mesures sensibles au genre, et le nombre le plus élevé de mesures ciblant la sécurité économique des femmes, tandis que l'Afrique subsaharienne est arrivée en troisième position.

Le revenu national a sans aucun doute eu une énorme incidence sur la capacité des gouvernements à réagir : 81 % des pays à faible revenu ont apporté une réponse faible, voire inexistante en matière de genre, et le nombre de mesures qu'ils ont prises en relation avec la pandémie était dans l'ensemble restreint. Ceci indique que le manque d'espace budgétaire constituait une limitation majeure.

Néanmoins, l'apprentissage des politiques et l'innovation ont eu lieu malgré un contexte de contraintes. Neuf programmes de transferts monétaires sensibles au genre sur dix ont été mis en œuvre dans le Sud global, et plus de 100 pays ont eu recours à des outils numériques pour intensifier leur réponse à la violence faite aux femmes et aux filles.

Le rapport complète les données du système de suivi avec des recherches qualitatives émergentes et des évaluations d'impact réalisées par des chercheuses et chercheurs féministes de premier plan, des organisations de la société civile et des agences de l'ONU. Il en résulte une riche base de données faisant ressortir cinq principales conclusions sur l'égalité des sexes et dans les réponses politiques au COVID-19.

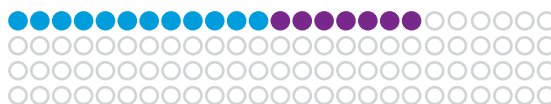
LES BESOINS DES FEMMES ONT RAREMENT FIGURÉ AU CENTRE DES DÉCISIONS D'URGENCE



De toutes les mesures de protection sociale et du marché du travail...

Seules 12% ciblaient la sécurité économique des femmes

Seules 7% soutenaient le travail de soins non rémunéré



PRINCIPALES CONCLUSIONS

La violence faite aux femmes et aux filles

Alors que le COVID-19 s'est propagé dans le monde entier, il a exacerbé une pandémie de l'ombre de longue date de violence faite aux femmes et aux filles. Près d'une femme sur deux interrogée dans le cadre des évaluations rapides sensibles au genre d'ONU Femmes sur la violence faite aux femmes et aux filles dans 13 pays a indiqué qu'elle-même, ou une femme qu'elle connaît, a subi au moins une forme de violence depuis le début de la pandémie ; parallèlement, sept femmes sur dix ont déclaré qu'elles pensaient que la violence verbale ou physique de la part d'un partenaire était devenue plus courante⁵.

En réponse, de nombreux pays et territoires ont adopté une série de mesures d'urgence, notamment des mécanismes de signalement numérique, l'extension automatique des ordonnances restrictives, la transformation des hôtels en refuges et un soutien économique ciblant les personnes survivantes de violences.

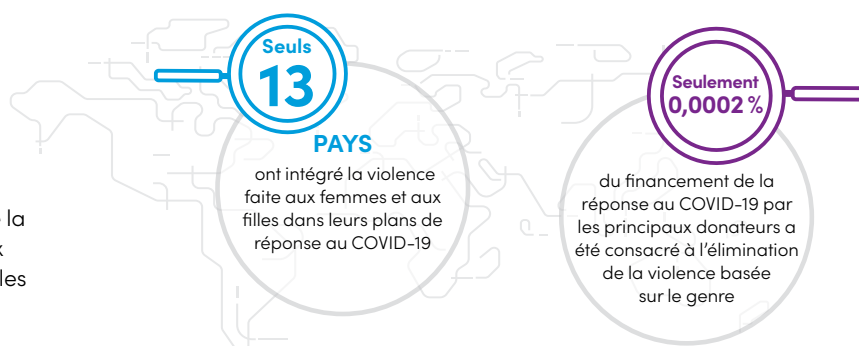
Les pays dotés d'une infrastructure plus solide et de mécanismes de coordination préexistants pour prévenir la violence faite aux femmes et aux filles et y répondre ont pu s'adapter et intensifier leur soutien plus rapidement, mais tous les pays ont été

confrontés à des contraintes et des défis importants dans la mise en œuvre. Les obstacles préexistants à l'accès aux services pour les femmes confrontées à des formes de discrimination multiples et croisées ont été exacerbés par la pandémie.

Une proportion infime des financements des donateurs a été consacrée à l'élimination de la violence basée sur le genre (VBG), et peu de pays ont réussi à mettre en place une réponse multisectorielle coordonnée, ce qui reflète un manque important de préparation. Il existe cependant des exceptions. Les Fidji, un pays qui a l'habitude de gérer des crises causées par des événements météorologiques extrêmes, ont activé leur groupe d'intervention d'urgence contre la violence basée sur le genre pour coordonner la mise en œuvre de 14 mesures sur la violence faite aux femmes et aux filles dans le contexte de la pandémie, l'une des réponses les plus élevées au monde, couvrant tous les domaines critiques des services essentiels, la sensibilisation, la collecte et l'utilisation des données, et l'intégration dans les plans de réponse au COVID-19. Cette réponse a été rendue possible grâce à des partenariats efficaces entre les gouvernements, l'ONU et les organisations de la société civile.

LES GOUVERNEMENTS ONT APPORTÉ DES RÉPONSES, MAIS DE NOMBREUSES LACUNES PERSISTENT

163 PAYS
ont adopté **856**
MESURES
pour lutter contre la
violence faite aux
femmes et aux filles



La sécurité économique des femmes

Le COVID-19 a pesé plus lourdement sur les emplois et les moyens de subsistance des femmes. En 2020, les femmes ont perdu 46,6 millions d'emplois dans le monde, soit une perte de 3,6 % contre 2,9 % pour les hommes⁶. La perte de revenus à grande échelle et l'accès limité à la protection sociale ont rapidement entraîné une augmentation de l'insécurité alimentaire, touchant les femmes de manière disproportionnée⁷. La protection sociale mondiale et la réponse en matière d'emploi n'ont pas prêté une attention suffisante à ces dynamiques.

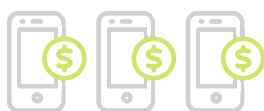
Les pays dotés d'un marché du travail et d'institutions de protection sociale plus complètes et plus sensibles au genre ont généralement été mieux à même de soutenir la sécurité économique des femmes. Par exemple, dans des pays tels que l'Afrique du Sud et le Brésil, les programmes de transferts monétaires préexistants destinés aux mères des ménages vulnérables ont rapidement pu être étendus pour fournir un soutien indispensable, bien qu'insuffisant, face à la pandémie.

Mais des exemples d'expansion et d'innovation politiques ont également été improvisés dans des contextes avec des points de départ moins qu'idéaux, en particulier lorsque les gouvernements ont consulté les personnes défenseuses de l'égalité

des sexes, la société civile et les organisations de travailleuses et travailleurs au cours du processus. Sur 41 pays qui ont étendu la protection sociale aux travailleuses et travailleurs informels, par exemple, au moins 15 l'ont fait avec des dispositions spéciales pour les femmes dans l'économie informelle. Les travailleuses informelles représentaient 63 % des plus de 800 000 bénéficiaires du nouveau transfert monétaire entièrement numérique « Novissi » du Togo. Elles ont également reçu des prestations plus élevées que les hommes en reconnaissance de leur double rôle de pourvoyeuses de revenus et d'aidantes familiales. En Malaisie, les travailleuses et travailleurs domestiques migrants se sont organisés pour la première fois, ont assisté à des consultations politiques et ont obtenu un certain nombre de nouveaux droits, notamment l'accès à une assurance en cas d'accident du travail et le droit à la sécurité sociale versée par l'employeur/euse⁸.

Alors qu'une trentaine de pays ont adopté des mesures visant à permettre aux femmes de (ré)intégrer la main-d'œuvre, il n'y a pas eu suffisamment d'action politique pour faire face à l'impact sexospécifique de la pandémie sur le marché du travail. En 2021, il y avait encore 19,7 millions d'emplois de moins pour les femmes qu'avant la pandémie, contre 10,2 millions d'emplois de moins pour les hommes⁹.

DES ILÔTS D'INNOVATION POLITIQUE AU MILIEU DE LACUNES FLAGRANTES



Les transferts monétaires payés par voie électronique ont atteint les bénéficiaires en moyenne **UN MOIS PLUS RAPIDEMENT** que les programmes manuels ou partiellement électroniques



41 pays ont étendu la protection sociale à différents groupes de **TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS INFORMELS**



30 pays ont lancé une formation sensible au genre et des **POLITIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL** actives

Le travail de soins non rémunéré

Suite au déclenchement de la pandémie, les activités commerciales se sont brusquement arrêtées et les services publics, y compris les écoles et les garderies, ont considérablement réduit leurs opérations, tandis que les demandes de soins non rémunérés dans les familles et les communautés montaient en flèche.

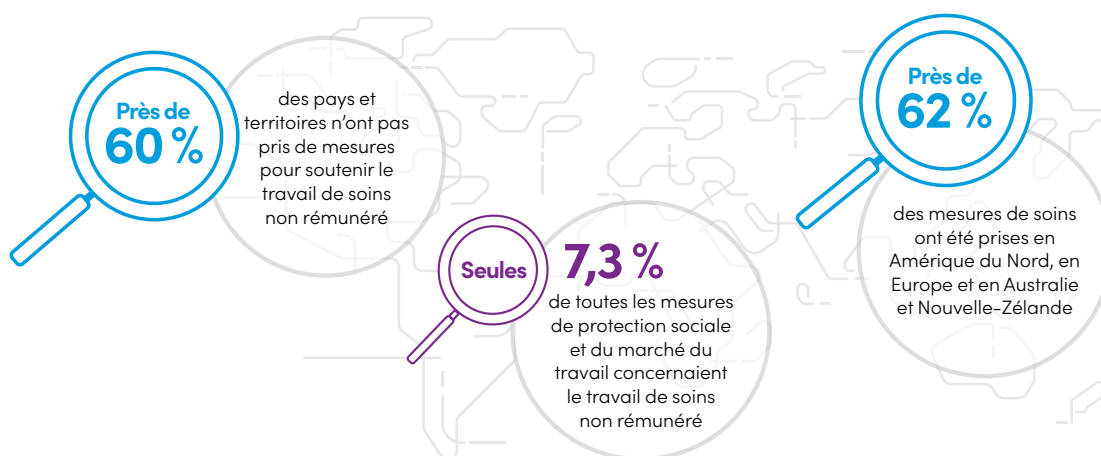
Les femmes comme les hommes ont augmenté leurs charges de soins non rémunérés et de travail domestique, mais les femmes ont continué d'en assumer la majeure partie, avec des effets d'entraînement négatifs sur leur emploi, leurs revenus, leur santé et leur bien-être¹⁰. Dans un contexte de soins inégal et fragile, en proie à des inégalités avant la pandémie, il a été difficile pour de nombreux pays de compenser la négligence de longue date, et la plupart ont déployé peu d'efforts pour répondre à l'augmentation de la demande de soins non rémunérés.

Les mesures de soins, telles que l'expansion des congés familiaux, les services de garde d'enfants d'urgence ou l'argent contre les soins pour compenser les fermetures d'écoles et de garderies, ont été fortement concentrées en

Amérique du Nord, en Europe et en Australie et Nouvelle-Zélande, comprenant des pays dotés de systèmes de protection sociale plus solides et des services de soins susceptibles d'être adaptés aux nouveaux besoins. Dans les cas du Canada et du Chili, la pandémie a mis en évidence la fragilité de l'économie des soins, ce qui a permis aux féministes de faire pression avec succès pour des mesures de soins d'urgence, mais a également posé les bases d'une politique à plus long terme vers la création de systèmes nationaux de soins.

Bien qu'aucune des autres régions n'ait proposé de réponse comparable, toutes incluent des exemples positifs d'actions, en particulier là où la question avait déjà été inscrite à l'ordre du jour des politiques publiques. Par exemple, le gouvernement de Cabo Verde a recruté des travailleuses et travailleurs sociaux, des aidantes et aidants et des bénévoles supplémentaires pour fournir des soins à domicile aux personnes âgées vivant seules et touchées par la fermeture des centres de jour qui fournissaient des soins, des repas et des possibilités de socialisation avant la pandémie.

LES RÉPONSES LIMITÉES REFLÈTENT UNE NÉGLIGENCE DE LONGUE DATE



Les femmes dans les groupes de travail sur le COVID-19

Alors que les gouvernements se sont précipités pour créer des organes de gouvernance et consultatifs pour orienter leurs réponses à la pandémie, ils se sont largement appuyés sur des réseaux politiques préexistants dominés par les hommes. En conséquence, les femmes sont restées largement exclues et marginalisées des postes de direction. Reflétant leur sous-représentation mondiale dans les parlements nationaux, seuls 24 % des membres des groupes de travail COVID-19 étaient des femmes.

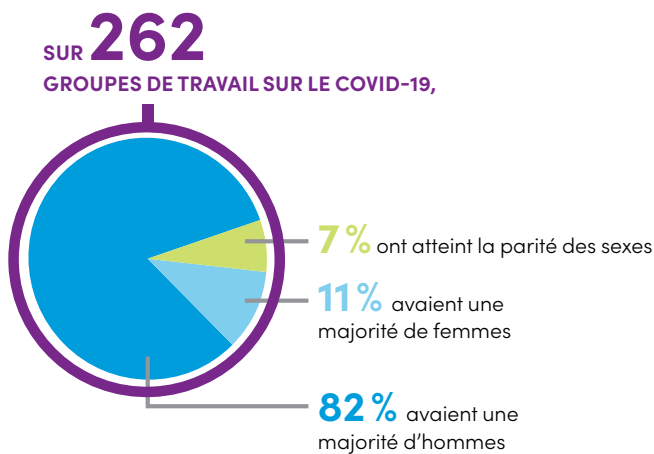
Des « plafonds de verre » ont limité l'accès des femmes à des rôles plus importants et influents au sein des groupes de travail, tandis que des « murs de verre » les ont confinées à certains postes et domaines politiques. Par exemple, les femmes étaient mieux représentées dans les groupes de travail sur la santé publique que dans ceux axés sur la politique économique.

La représentation des femmes dans les groupes de travail était la plus élevée en Amérique du Nord, en Europe et en Australie et Nouvelle-Zélande, suivies de l'Amérique latine et les Caraïbes. Ces régions avaient déjà une longueur d'avance sur les autres en termes de représentation des femmes dans les parlements nationaux et les administrations publiques.

Cependant, il y a aussi eu des cas de groupes de travail paritaires dans des pays qui n'avaient pas d'avance. Le Bhoutan, la Géorgie et le Guatemala, par exemple, comptent tous moins de 20 %¹¹ de représentation féminine au parlement, mais ont nommé en moyenne 32,6, 32,5 et 71,4 % de femmes, respectivement, dans leurs groupes de travail. Dans ces cas, un engagement fort de l'exécutif peut avoir joué un rôle dans la promotion de mécanismes de gouvernance d'urgence plus inclusifs. Ceci souligne que les organes de réponse aux crises n'ont pas besoin de recréer des écarts et des préjugés entre les sexes.

La représentation féministe importait également. Dans plusieurs pays, les organisations de femmes ont protesté contre les groupes de travail dominés par des hommes, entraînant parfois une révision des structures d'adhésion. En Italie, les manifestations des organisations féministes contre les groupes de travail initialement dominés par des hommes ont conduit à l'inclusion de cinq autres membres féminins. Dans d'autres pays, dont le Liban, des groupes de travail ont été formés spécifiquement pour faire face à l'impact de la pandémie sur les femmes et les filles.

LES INÉGALITÉS DE LEADERSHIP ONT PERSISTÉ DURANT LA PANDÉMIE



Seuls **24%** des membres des groupes de travail dans le monde étaient des **FEMMES**

15% des groupes de travail axés sur l'économie n'avaient **PAS DE FEMMES MEMBRES**

Le rôle des institutions démocratiques et des mouvements féministes

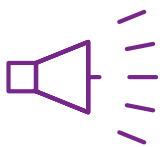
Quels ont été les facteurs qui ont permis une réponse davantage sensible au genre face à la pandémie ? Les pays dotés d'architectures politiques et de capacités administratives préexistantes solides étaient mieux placés pour développer rapidement des systèmes de soutien. Cela a dépendu de la capacité budgétaire avant et pendant la pandémie, ce qui a considérablement désavantagé les pays à faible revenu. Mais l'expérience des crises précédentes – y compris celles causées par des phénomènes météorologiques extrêmes ou des conflits – ainsi que des facteurs politiques ont également compté. En effet, les pays avec des mouvements féministes puissants, des démocraties plus fortes ou des niveaux plus élevés de représentation des femmes dans les parlements, ont adopté en moyenne cinq mesures davantage sensibles au genre que ceux sans ces caractéristiques, en tenant compte du PIB.

Les processus et institutions démocratiques offrent un environnement propice à l'agrégation et à la canalisation des demandes sociétales, y compris par les groupes marginalisés, et à la redevabilité des décideuses et décideurs. Le niveau de démocratie d'un pays est également étroitement lié à la représentation des femmes dans la fonction publique et leur présence a fait une nette différence

pendant la pandémie. En tant que ministres du gouvernement, parlementaires, fonctionnaires ou responsables locales, les femmes ont inscrit les questions de genre à l'ordre du jour, ont été à l'avant-garde de la proposition de mesures d'urgence sensibles au genre et ont soutenu leur adoption, que ce soit la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles en Ouzbékistan, la défense des droits du personnel domestique en Argentine, ou l'introduction de conditions de travail flexibles et de subventions à la garde d'enfants pour les mères qui travaillent en Jordanie.

Dans de nombreux pays, les femmes occupant des postes officiels de pouvoir ont réagi et travaillé en étroite collaboration avec les mouvements et organisations féministes. Le plaidoyer féministe a été plus vocal, interconnecté et actif au niveau international pendant le COVID-19 par rapport aux pandémies ou crises économiques précédentes. Sans l'action rapide et énergique des mouvements et organisations féministes à travers le monde, il est peu probable que les gouvernements aient reconnu et pris des mesures pour faire face aux ramifications sexospécifiques de la pandémie, en particulier en ce qui concerne la hausse de la violence faite aux femmes et aux filles.

LA MOBILISATION FÉMINISTE A ÉTÉ UN MOTEUR CRUCIAL DE L'ACTION DES GOUVERNEMENTS



Durant la première année de la pandémie, les femmes ont organisé

2 711 MANIFESTATIONS

pour exiger des actions contre la violence faite aux femmes et aux filles dans **100 PAYS**.

Les pays avec de **FORTS MOUVEMENTS FÉMINISTES** ont adopté en moyenne

3 MESURES DE PLUS CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES ET AUX FILLES

que ceux avec de faibles mouvements féministes.



RECOMMANDATIONS FACE À UN MONDE EN PLEIN BOULEVERSEMENT

Renforcer les capacités institutionnelles, consolider les réseaux et soutenir le leadership des femmes

Les pays qui, en plus de disposer d'une plus grande marge de manœuvre budgétaire, ont pu compter sur des systèmes administratifs et de prestation de services robustes, ont déployé un soutien plus rapidement et plus efficacement, tandis que ceux avec des systèmes inégaux et des déficits bureaucratiques ont dû improviser, avec plus ou moins de succès. Les agences de politiques des femmes, les points focaux sur le genre ou les « fémocrates » sont des piliers importants de la capacité administrative et ont contribué à une réponse à la crise plus forte et plus inclusive. Trop souvent, ces actrices et acteurs sont mis à l'écart et sous-financés au sein des gouvernements et des bureaucraties étatiques. Le renforcement de leur autorité, de leur base de ressources et de leur expertise technique sera essentiel pour garantir des approches sensibles au genre dans les crises futures.

Alors que la capacité fiscale et administrative est importante durant une situation d'urgence, la capacité politique des États à canaliser la

participation des groupes touchés, y compris les femmes, l'est tout autant. Une telle participation est plus efficace lorsqu'elle s'opère à partir de sites multiples, englobant différentes branches et niveaux de gouvernement, et lorsqu'elle entretient des liens étroits avec les personnes défenseuses des droits des femmes dans la société civile. Même dans les pays où les capacités fiscales et administratives sont limitées, des institutions démocratiques et des processus participatifs ont été utilisés pour élaborer des réponses d'urgence plus inclusives en impliquant les groupes concernés dans la conception et la mise en œuvre des politiques.

Dans un contexte mondial d'érosion démocratique, qui va souvent de pair avec un recul de l'égalité des sexes, il n'a jamais été aussi crucial pour les gouvernements et les parlements de sauvegarder et de renforcer les processus qui reconnectent les détentrices et détenteurs du pouvoir avec les électrices et électeurs qu'ils sont censés servir.

CINQ PRIORITÉS POUR LA RÉPONSE FUTURE ET LA RÉSILIENCE FACE AUX CRISES

INVESTIR

dans une protection sociale et des services publics sensibles au genre pour accroître la résilience face aux chocs futurs

L'on estime que le plan novateur du **Canada** pour un système national de garde d'enfants créera 280 000 emplois au cours de la prochaine décennie, permettra à jusqu'à 725 000 femmes de se joindre à la population active et générera des milliards en recettes fiscales chaque année.

L'approche de budgétisation sensible au genre du **Maroc** a orienté la moitié des dépenses du pays contre le COVID-19 vers des interventions sensibles au genre, y compris l'inclusion explicite des femmes et des travailleuses informelles dans les mesures destinées aux micro, petites et moyennes entreprises.

CONSOLIDER

les données et les informations concrètes sur l'égalité des sexes et les droits des femmes

En **Bosnie-Herzégovine**, le gouvernement a élaboré un plan basé sur des données pour soutenir les organisations de la société civile qui gèrent des refuges pour les personnes survivantes de violences basées sur le genre.

À **Bogotá**, en Colombie, les organisations féministes ont influencé l'agenda des droits des femmes de la candidate au poste de maire, Claudia López Hernández. Une fois en fonction, la maire a dirigé la création d'un système de soutien aux aidantes non rémunérées dans toute la ville.

En **Italie**, les manifestations des organisations féministes utilisant le hashtag #DateciVoce (Donnez-nous une voix) contre le groupe de travail initial à prédominance masculine nommé en avril 2020 a conduit à l'inclusion de cinq membres féminins supplémentaires.

Le programme de transferts monétaires du **Togo** pour les travailleuses et travailleurs informels pendant la pandémie, entièrement numérique, a atteint 30 000 bénéficiaires dans les deux jours suivant son lancement. En 2021, les femmes représentaient 63 % des plus de 800 000 bénéficiaires.

Les **Fidji**, un pays qui a l'habitude de gérer des crises causées par des événements météorologiques extrêmes, ont activé leur groupe d'intervention d'urgence contre la violence basée sur le genre pour coordonner l'une des réponses les plus fortes au monde en ce qui concerne la violence faite aux femmes et aux filles face à la pandémie.

SOUTENIR

les mouvements féministes et les organisations de défense des droits des femmes

EXPLOITER

les technologies numériques pour l'égalité des sexes

RENFORCER

les capacités institutionnelles pour une intégration efficace du genre

Investir dans une protection sociale et des services publics sensibles au genre pour accroître la résilience aux chocs futurs

Les gouvernements ont été mieux à même d'atténuer l'impact négatif de la pandémie sur les femmes et les filles lorsqu'ils pouvaient compter sur des infrastructures préexistantes, qu'il s'agisse de services de lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles ou d'une protection sociale sensible au genre.

En l'absence d'efforts significatifs pour renforcer cette infrastructure dès maintenant, une relance équitable entre les sexes restera hors d'atteinte et la plupart des pays demeureront mal préparés face au prochain grand choc. Cela nécessitera une injection importante de ressources budgétaires et une stratégie de relance axée sur l'investissement public¹². Compte tenu des effets négatifs durables de la pandémie sur la sécurité économique des femmes et de la nécessité urgente d'une transition vers des économies écologiquement durables, il est essentiel que ces investissements créent des emplois dans les secteurs verts et à forte intensité de main-d'œuvre et que les femmes obtiennent une part équitable de ces opportunités.

Les gouvernements doivent tenir leurs promesses de remédier au manque chronique de ressources destinées aux services de lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles, et aux organisations qui les fournissent. Des investissements plus importants dans des systèmes de protection sociale universels et sensibles au genre pourraient améliorer la préparation et soutenir la relance en stimulant la demande et les revenus¹³. Plusieurs pays ont reconnu ce potentiel et pris des mesures dans la bonne direction : d'un nouvel élan lié aux lois et politiques sur la violence faite aux femmes et aux filles ; aux innovations en matière de protection sociale sensibles au genre ; ainsi qu'à des investissements à grande échelle dans l'économie des soins. Mais la menace d'austérité étouffant le progrès est réelle, notamment dans le Sud global. Les politiques mondiales qui élargissent l'espace budgétaire et renforcent la coopération multilatérale sont cruciales.

Soutenir les mouvements et les organisations féministes dans leurs rôles d'établissement de l'agenda, de redevabilité et de prestation de services

Si la pandémie a renforcé la portée de l'État, elle a également montré qu'il doit être contrebalancé par une société civile forte. Les mouvements féministes et les organisations de la société civile ont joué un rôle crucial pour exiger l'action des gouvernements ainsi que surveiller et soutenir la prestation efficace de la protection sociale et des services publics. Ils ont ainsi renforcé l'efficacité de la réponse gouvernementale et des efforts de relance dans de nombreux contextes.

La force des mouvements féministes, leur capacité à répondre aux crises et à résister aux retours en arrière nécessitent un espace pour organiser et développer des alternatives, ce qui requiert un financement à long terme, flexible et sans conditions politiques, afin que les féministes puissent définir leurs propres programmes de changement. Dans plusieurs pays, les efforts de plaidoyer sur la violence faite aux femmes et aux filles ont été couronnés de succès parce que

les mouvements féministes avaient déjà fait des progrès dans le changement des normes sociales qui tolèrent la violence faite aux femmes et aux filles, l'ont établi comme un domaine d'intervention gouvernementale et ont construit des réseaux avec des initiés politiques.

Au niveau local, les organisations de femmes avec des membres diversifié.e.s et une forte capacité organisationnelle étaient mieux placées

pour renforcer rapidement le soutien à leurs communautés. Avec une crise alimentaire mondiale imminente et l'instabilité climatique, soutenir le travail des organisations de femmes en tant que premières intervenantes sera de plus en plus urgent. Il est primordial que les États ne transfèrent pas l'entière responsabilité de la prestation de services aux organisations de femmes, exploitant, ce faisant, leur travail non rémunéré ou sous-payé.

Renforcer la production et l'utilisation de données et d'informations concrètes sur l'égalité des sexes pendant les crises

Des données solides, représentatives et accessibles sur le genre constituent un outil essentiel pour inciter à l'action, suivre les progrès et tenir les décideuses et décideurs responsables de l'intégration du genre dans la réponse aux crises et la relance. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les efforts de collecte, d'analyse et de diffusion des données en temps réel – à la fois quantitatives et qualitatives – ont été motivés par l'action délibérée des personnes défenseuses de l'égalité des sexes dans tous les espaces institutionnels¹⁴. La pandémie a déclenché une augmentation de la collecte de données à distance et l'utilisation de sources de données non traditionnelles, y compris des évaluations rapides sensibles au genre réalisées par ONU Femmes et ses partenaires dans plus de 75 pays, lesquelles ont produit des données représentatives au niveau national sur les soins non rémunérés, le travail domestique et la violence faite aux femmes et aux filles, entre autres.

Les efforts visant à suivre l'évolution rapide de la réponse politique des gouvernements ont constitué une autre innovation en matière de données. En mai 2020, cependant, aucun des systèmes de suivi

mondial des politiques n'incluait de perspective de genre. La base de données du Système de suivi de la sensibilité au genre des réponses des pays en matière de riposte et de relance au COVID-19 (COVID-19 Global Gender Response Tracker) du PNUD-ONU Femmes, sur lequel s'appuie ce rapport, a été développée pour combler ces lacunes.

Il reste encore beaucoup à apprendre de la réponse au COVID-19, compte tenu qu'une grande partie des informations concrètes sur la mise en œuvre et l'impact émergent encore. Plusieurs pistes prometteuses pour des recherches futures comprennent : l'accent mis sur la qualité des réponses et la mesure dans laquelle leur conception fait progresser l'égalité des sexes ; le suivi de leur mise en œuvre et leur impact, y compris sur différents groupes de femmes et de filles ; l'analyse des dynamiques infranationales, telles que le rôle des gouvernements locaux et des organisations de base ; des recherches supplémentaires sur la manière de renforcer la capacité des États à assurer l'égalité des sexes dans la réponse aux crises ; et des recherches plus approfondies sur les catalyseurs et les voies de la sensibilité au genre.

Exploiter les technologies numériques pour l'égalité des sexes durant la réponse à la crise et la relance

Le COVID-19 a accéléré les transformations numériques en cours, qui offrent un grand potentiel pour l'autonomisation des femmes et des filles — en tant que bénéficiaires de la protection sociale, entrepreneures et activistes —. L'usage d'outils et de technologies numériques dans les processus d'enregistrement, d'inscription et de paiement a permis aux pays d'étendre la couverture et d'accélérer la mise en œuvre de mesures de protection sociale sensibles au genre ; et plus de 100 pays ont eu recours à des outils numériques pour adapter les services de soutien aux personnes survivantes de violences.

Les outils numériques ont également été un catalyseur important de l'action collective. Alors que l'activisme féministe opère depuis longtemps en ligne¹⁵, dans un contexte de confinements nationaux, l'activisme féministe numérique s'est intensifié.

La pandémie de COVID-19 a mis à nu et exacerbé les multiples inégalités systémiques qui pèsent sur les vies des femmes et des filles. Le moment est venu de poser les bases d'une relance équitable en matière de genre et d'une préparation aux crises futures. Alors que l'action aux niveaux national et local sera essentielle, les institutions et les processus mondiaux doivent également effectuer une transition vers davantage de solidarité, de partage du pouvoir et de démocratie. Le destin des pays est interdépendant, mais cette

La technologie a également constitué un outil efficace pour lutter contre la désinformation, recueillir des données sur les besoins des communautés locales et plaider en faveur de changements politiques.

Pour exploiter le potentiel et minimiser les risques des outils numériques, il est essentiel de combler les écarts persistants entre les sexes dans l'accès aux services numériques et financiers, qui sont particulièrement importants dans les pays à faible revenu et parmi les femmes les plus marginalisées. Avec les préoccupations croissantes concernant la cyberviolence contre les femmes et les filles¹⁶, une réglementation plus stricte est également nécessaire pour protéger les droits humains, permettre une action collective et soutenir la pleine participation des femmes à la vie publique.

interdépendance est asymétrique, les pays les plus pauvres étant fortement désavantagés. Créer un avenir socialement juste et durable doit donc être un objectif commun assorti de responsabilités différenciées. À une période où le COVID-19 a fait dérailler les progrès en matière d'égalité des sexes, une coopération et une solidarité multilatérales accrues seront une condition indispensable pour remettre l'Agenda 2030 pour le développement durable sur la bonne voie.

Notes de fin

- 1 OMS (Organisation mondiale de la Santé) (2022). [Coronavirus \(COVID-19\) Dashboard](#). Consulté le 28 avril 2022.
- 2 CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (2022). *Trade and Development Report Update: Tapering in a Time of Conflict*. Genève, CNUCED.
- 3 CNUCED (2021). *Rapport sur le commerce et le développement 2021 : De la reprise à la résilience – La dimension du développement*. Genève, CNUCED.
- 4 Compte tenu des différents processus de collecte et d'analyse des données utilisés pour identifier les mesures relatives à la violence faite aux femmes et aux filles, d'une part, et les mesures de sécurité économique et de soins non rémunérés des femmes, d'autre part, les trois domaines ne sont pas strictement comparables. Alors que les mesures de sécurité économique des femmes et de soins non rémunérés sont ancrées dans un univers plus large de protection sociale, de marché du travail, de mesures fiscales et économiques, les mesures relatives à la violence faite aux femmes et aux filles n'ont pas un tel point de référence.
- 5 ONU Femmes (2021). [Mesurer la pandémie de l'ombre : La violence à l'égard des femmes pendant la pandémie de COVID-19](#). New York, ONU Femmes.
- 6 OIT (Organisation internationale du Travail) (2022). [Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2022](#) (Annexe C1). Genève, OIT.
- 7 FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture) (2021). [L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021 : Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous](#). Rome, FAO.
- 8 Ip, F. (2021). [Malaysia: AMMPO and PERTIMIG Welcomes Government's Move to Cover Some Social Security of Domestic Workers](#). Fédération internationale des travailleurs domestiques. 3 mai ; Pinkcollar Employment Agency. 2022. [Compulsory SOCSO Coverage for Domestic Workers \(2022\)](#). 9 février.
- 9 OIT (2022). [Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2022](#) (Annexe C1). Genève, OIT.
- 10 ONU Femmes (2022). [More than 2 million moms left the labour force in 2020 according to new global estimates](#). Centre de données (data hub) d'ONU Femmes. 21 février.
- 11 15,28 %, 14,77 % et 19,38 %, respectivement. UIP (Union interparlementaire) (2021). [Pourcentage de femmes dans les parlements nationaux](#) : Janvier 2021. UIP Parline.
- 12 ONU Femmes (2021). [Au-delà du COVID-19 : Un plan féministe de durabilité et de justice sociale](#). New York, ONU Femmes ; CNUCED (2020). *Trade And Development Report: From Global Pandemic To Prosperity For All: Avoiding Another Lost Decade*. Genève, CNUCED.
- 13 CNUCED (2020). *Trade And Development Report: From Global Pandemic To Prosperity For All: Avoiding Another Lost Decade*. Genève, CNUCED.
- 14 Staab, S. et C. Tabbush (2022). Following a moving target on a global scale: Gender data collection during COVID-19. *Global Social Policy* 22 (1), pp. 184–189.
- 15 ONU Femmes. Non daté. [Rapid Gender Assessments on the socioeconomic impact of COVID-19](#). Centre de données (data hub) d'ONU Femmes.
- 16 Friedman, E. (2016). *Interpreting the Internet: Feminist and Queer Counterpublics in Latin America*. Oakland : University of California Press ; UIP (Union interparlementaire). 2021. [Women in parliament in 2020: The year in review](#). Genève : UIP ; Denkovski, D., N. Bernarding et K. Lunz. 2021. *Power Over Rights: Understanding and Countering Anti-Gender Movements*. Vol. 1. Berlin : Center for Feminist Foreign Policy.

Les répercussions simultanées de la pandémie de COVID-19, l'accélération des catastrophes climatiques et des conflits géopolitiques, constituent une menace pour l'égalité des sexes et les droits des femmes dans le monde entier. Ce rapport d'ONU Femmes et du PNUD montre ce que les gouvernements peuvent faire dès maintenant pour empêcher de nouveaux reculs et récupérer le terrain perdu, tout en renforçant la résilience et la préparation face aux chocs futurs.

S'appuyant sur un ensemble de données mondial unique de près de 5 000 mesures adoptées par 226 pays et territoires en réponse au COVID-19, le rapport constate que, dans l'ensemble, les réponses des gouvernements n'ont pas accordé une attention suffisante aux dynamiques de genre. Dans le même temps, les exemples d'innovation et d'apprentissage sont porteurs d'enseignements importants pour l'élaboration de politiques sensibles au genre en temps de crise.

Pour la première fois, le rapport fournit une analyse des facteurs qui ont conduit à une forte réponse en matière de genre, offrant des enseignements clés pour les gouvernements. Les implications politiques sont claires : les gouvernements doivent investir dès maintenant dans une protection sociale et des services publics sensibles au genre pour accroître la résilience face aux chocs futurs ; la capacité institutionnelle pour l'égalité des sexes, les réseaux féministes et le leadership des femmes doivent être renforcés pour une intégration efficace du genre ; les mouvements féministes et les organisations de défense des droits des femmes ont besoin d'un plus grand soutien pour jouer leurs rôles d'établissement de l'agenda, de redevabilité et de prestation de services ; les données et les informations concrètes sur l'égalité des sexes et les droits des femmes doivent être améliorées et les technologies numériques exploitées pour promouvoir l'égalité des sexes durant la réponse à la crise, la relance et la transformation.